

La voix de l'opposition de gauche

Le 26 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Dans cette causerie, plusieurs thèmes :

- La pauvreté et une réflexion sur la situation politique en France,
- La désinformation médiatique,
- La situation au Nicaragua,
- Main basse des va-t-en-guerre sur l'OIAC,
- Une info économique sur l'Algérie.
- Sans oublier le gigolo de service, Macron. D'ailleurs c'est par lui qu'on va commencer, sa majesté oblige !

Aveux.

Pas assez centriste : A l'extrême droite !

- Macron pas "centriste" mais "beaucoup plus à droite" (Morin) - AFP 23.06

Le président des Centristes (ex-Nouveau Centre), Hervé Morin, juge Emmanuel Macron "beaucoup plus à droite" que son "discours en même temps à droite et à gauche", dénonçant notamment la réduction "de la dépense publique" et la "culture de l'ego" du chef de l'Etat, dans un entretien au Figaro publié samedi. AFP - 23.06

Morin reproche en fait à Macron de ne pas couper suffisamment dans "la dépense publique"...

Confession d'un repent.

- Emmanuel Macron : le président et les religions - franceinfo - 24.06

"Il ne ferme pas la porte à Dieu, il est en recherche", confiait il y a peu un intime d'Emmanuel Macron. franceinfo - 24.06

Quelques éléments de réflexion pour mieux comprendre la situation politique en France.

- Thibault Muzergues : « Quatre classes sociales ont complètement phagocyté le débat politique » - comptoir.org 18 juin 2018

Thibault Muzergues travaille pour le bureau européen de l'International Republican Institute, une ONG américaine qui promeut la "démocratie libérale" dans le monde. Fin analyste de la situation politique aux États-Unis et en Europe, il vient de publier « La quadrature des classes », aux éditions du Bord de l'eau. Il revient pour nous sur cet ouvrage, où il analyse la montée de quatre classes qui reconfigurent le champ politique sur le Vieux Continent et outre-Atlantique, au-delà du désuet clivage gauche-droite. comptoir.org 18 juin 2018

Monsieur Thibault Muzergues était interviewé par un dénommé Kévin "L'Impertinent" Boucaud-Victoire

Présentation exhaustive de M. Muzergues. Pour qui travaille-t-il ? Qu'est-ce que l'International Republican Institute ?

Wikipédia - L'International Republican Institute (IRI), est une organisation politique dont le siège se trouve à Washington aux États-Unis. L'IRI est informellement liée au Parti républicain et travaille ensemble avec d'autres think tanks néolibéraux et groupes d'études des affaires étrangères, ainsi que les National Endowment for Democracy. Sa source principale de financement est le gouvernement fédéral des États-Unis. Wikipédia.

Au moins on sait clairement à qui on a affaire, d'ailleurs il a tenu à préciser que son "approche n'est effectivement pas marxiste, mais existentialiste", on s'en serait douté ! Pour autant, il semble avoir étudié en profondeur les différentes classes et leurs couches en France, pour vous recommander cet article qui peut aider les militants à comprendre l'état d'esprit et le comportement des différentes couches de travailleurs, comment ils peuvent évoluer au sein de chaque couche selon quels facteurs, etc. Ensuite, chacun pourra corriger les erreurs ou approximations qui figureraient dans cet article, je n'ai pas eu encore le temps de le lire attentivement.

Sachez tout de même que l'institut pour lequel il travaille est sérieux pour avoir fomenté le coup d'Etat réussi en Haïti en 2004 ou avoir été à l'origine de l'unification et l'organisation d'une diversité de partis politiques du « centre » et de « centre droit » pour qu'ils s'unifient en créant l'Akcja Wyborcza Solidarnosc (AWS), qui a été au gouvernement en Pologne, ensemble avec son partenaire l'Unia Wolności (UW), de 1997 jusqu'en 2001 (Wikipédia).

Ce genre d'étude est indispensable pour comprendre la situation, et on regrettera qu'aucun parti dit ouvrier n'en ait publiée une, à ma connaissance. On se contente habituellement de généralités, de lieux communs, de faits minutieusement sélectionnés, de formules, de citations, de principes, bref, autant de matériaux auxquels on fait dire tout et son contraire, le tout enveloppé dans des sophismes ou des syllogismes qui se mordent la queue et qui finalement ne nous servent strictement à rien, sinon à se faire plaisir, à prendre nos propres illusions ou nos désirs pour la réalité, à parler de ce qu'on ne connaît pas tout en donnant l'impression du contraire, les personnes concernées se reconnaîtront aisément, n'est-ce pas ?

• [Télécharger cet article.](#)

France. Cachez-nous tous ces pauvres...

Les choses simples s'énoncent simplement, mais voyez-vous quand il s'agit d'évaluer avec précision le taux de pauvreté en France, apparemment pour l'Insee (le gouvernement) cela se complique au point qu'il est pratiquement impossible de s'y retrouver, c'est fait exprès évidemment. J'ai passé de longues heures à essayer de m'y retrouver en recoupant différentes données. J'ai dû m'y reprendre à plusieurs fois après avoir été induit en erreur.

Le résultat auquel je suis parvenu vaut ce qu'il vaut, sachant que je ne suis pas porté à surestimer le nombre de pauvres en France, bien au contraire, je l'avais évalué entre 5 et 7% pour finalement arriver après correction à un chiffre de 20% !

Ne vous empressez pas de le trouver ridicule ou surévalué, car mon calcul ne repose pas sur les critères officielles, mais sur un revenu net mensuel de 1.500 euros et non 1.008 euros. Pour l'Insee et le gouvernement avec un revenu total de 1000 euros, vous n'êtes pas pauvre, c'est grotesque, infâme, mais normal. J'ai tenu compte de la composition de chaque foyer fiscal.

Quand on mène un combat politique pour en finir avec le régime en place, on a besoin de savoir comment se compose la société, les différentes classes, etc. sinon on va raconter n'importe quoi ou tenir un discours aux travailleurs qui sera déconnecté de la réalité, avouez que ce serait fâcheux et somme toute improductif, on n'arriverait à rien. Je suis parti du principe qu'on ne pouvait pas avoir une vie décente avec un revenu inférieur à 1.500 euros net mensuel, ce qui ne me semble pas exagéré.

Si j'ai commis une erreur quelque part, veuillez s'il vous plaît m'en avertir pour que je puisse éventuellement la corriger, les lecteurs vous en remercient d'avance. Passons à notre démonstration.

Selon l'Insee, en 2014, 8,760 millions de personnes vivaient avec un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté (Seuil à 60 %, soit 1 008 euros par mois pour une personne seule.), dont 2,8 millions d'enfants ou adolescents (-19 ans), soit 5,96 millions d'adultes sur 50 780 889 (67 186 638 (population totale) - 16 405 749 (- de 19 ans - 24,41%) = 11.70% d'adultes pauvres selon leurs critères.

On peut ajouter en fixant un seuil de pauvreté plus élevé (15.00 euros nets par mois pour une personne seule), les couples composés d'homme inactif ou une femme inactive avec trois enfants ou plus 2, 272 millions (16.730 euros annuels), les couples d'actifs avec trois enfants ou plus 4,949 millions (22.820 euros annuels), ainsi que les familles monoparentales 5, 663 millions (16.110 euros annuels), soit $5,96 + 2, 272 + 4,949 + 5, 663 = 18,844$ millions de pauvres, auxquels il faut ajouter les retraités qui perçoivent une pension inférieure à 1.500 euros nets et les enfants quand il y en a, soit près de 25 millions au total.

19 millions d'adultes pauvres sur près de 51 millions, cela donne 37,2% environ. Cela signifie que 62,8% ont encore de quoi s'en sortir.

L'énorme décalage qui existe entre le taux de pauvreté officiel et celui que je viens de calculer provient du fait qu'ils ne considèrent pas comme pauvre un couple avec trois enfants dont un des conjoints est inactif ou ne travaille pas auquel il reste pour vivre après impôt 16.730 euros annuels, soit 1.394 euros par mois tous revenus confondus. Même avec 22.820 euros annuels, soit 1.901 euros mensuel pour un couple où les deux travaillent avec trois enfants, à la fin du mois il ne doit rien rester à économiser pour parer aux aléas de la vie. Quant aux familles monoparentales avec 16.110 euros annuels, soit 1.342 euros mensuel, ils estiment qu'elles ne sont pas pauvres, ce qui est aberrant, ignoble.

C'est surprenant à première vue de passer de 11.70% à 37,2% d'adultes pauvres, cela s'explique parce qu'ils ont fixé le taux de pauvreté extrêmement bas, par exemple un couple qui dispose de 1.300 euros net par mois sort de leurs statistiques ou dépasse le seuil de pauvreté qu'ils ont fixé, un retraité qui perçoit 1.200 euros de pension est un nanti ! Maintenant il est vrai que les couples qui disposent de 1.901 euros mensuel peuvent mieux s'en sortir selon l'âge de leurs enfants, s'ils ont un loyer modéré en HLM, pour autant les prix sont les mêmes pour tous.

On peut peut-être modérer ce chiffre de 37,2% ou même couper la poire en deux, on arrivera à un taux de pauvreté approximatif de 20 à 25% (hors enfants). Mais si on effectue cette correction, cela signifie que le nombre de personnes qui auraient les moyens de s'en sortir serait plus élevé, entre 75 et 80%. Partant de là cela pourrait expliquer la situation politique.

Vous constaterez sans étonnement que les médias reprennent en chœur telles quelles les statistiques grossières de l'Insee qui m'avaient induit en erreur, donc ma causerie d'aujourd'hui à valeur de rectificatif.

Il faut dire aussi que je n'ai jamais vécu en France après le passage à l'euro, je suis installé en Inde depuis 1996, et je n'y ai pas mis les pieds depuis 16 ans déjà, donc il y a certaines choses que j'ai du mal à saisir. Si vous veniez en Inde, vous seriez peut-être surpris de voir que tous les Indiens ou presque possèdent une moto, un téléviseur, un portable, etc. et vous pourriez en déduire hâtivement qu'ils ne sont pas si malheureux qu'on le dit, et bien vous devriez vous détromper, ils ne l'ont jamais été autant !

S'il y a en France entre 15 et 20 millions d'adultes, de travailleurs pauvres selon nos critères, cela signifie peut-être qu'un certain nombre d'entre eux seraient susceptibles de vouloir rompre avec le capitalisme et ses institutions, et qu'il serait possible de les gagner au socialisme, non ? Parmi eux, il y en a forcément des millions qui ont atteint un niveau de conscience, de connaissance, intellectuel, qui sont habitués à réfléchir, et qui pourraient refuser le destin qu'on leur a réservé et qui leur pourrit l'existence, les empêche de donner un sens à leur vie digne des valeurs ou des principes auxquels ils tiennent...

Alternatives-economiques.fr - La France compte 8,8 millions de personnes pauvres (dont le revenu est inférieur à 60 % du revenu médian, soit environ 1.000 euros par mois). Les deux plus gros groupes, avec une part d'environ 20 % chacun sont constitués par les couples avec plus de trois enfants et par les personnes seules.

...les 10 % de personnes les plus pauvres disposent d'un niveau de vie moyen de 3.080 euros par an et par unité de consommation (...) Après redistribution (...) les plus pauvres voient leur niveau de vie grimper à 9.860 euros. Et ce sont les prestations sociales qui sont le plus efficaces en la matière, comme le précise l'Insee.

Lorsque les Français touchent leurs revenus, ils sont 22 % à être en situation de pauvreté. Une fois la redistribution sociale mise en œuvre, ils ne sont plus « que » 14,1 % : 5 millions de personnes sortent ainsi de la pauvreté grâce à nos dispositifs sociaux.

Ceux qui touchent le revenu de solidarité active (RSA), 551 euros par mois, ont droit à d'autres aides, en particulier afin d'avoir accès à un toit et reçoivent entre 800 et 900 euros.

Or, non seulement il y a relativement moins de pauvres en France qu'ailleurs, mais ces derniers sont mieux lotis dans l'Hexagone que dans le reste de l'Union européenne. C'est flagrant quand on s'intéresse à l'intensité de la pauvreté. Cet indicateur mesure l'écart entre le niveau de vie moyen des personnes pauvres et le seuil de pauvreté. En France, par exemple, le seuil de pauvreté est officiellement fixé à un peu plus de 1 000 euros. Mais est-ce que la plupart des pauvres ont un niveau de vie situé juste en dessous, vers 950 euros, ou disposent-ils de beaucoup moins, comme 600 euros ? Autrement dit, les pauvres sont-ils pauvres, très pauvres ou très très pauvres ?

A l'aune de cet indicateur, la France est l'un des meilleurs élèves de la classe européenne : l'intensité de la pauvreté y est de 16,6 %, nettement sous la moyenne européenne (25 %). Ce qui veut dire qu'en France, les pauvres ont un niveau de vie relativement proche du seuil de pauvreté. A l'inverse, en Roumanie, en Grèce, en Espagne et en Bulgarie l'intensité de la pauvreté dépasse les 30 %, signe que ces pays cumulent un fort taux de pauvreté et des inégalités élevées.

alternatives-economiques.fr 13 et 19.06

Rectification d'un internaute.

- "Un "forfait logement" est enlevé à tout le monde, même si vous ne touchez aucune aide au logement ! Voici les montants réels du RSA : avec aucun enfant : 550 - 66€ = 484€ max/mois et 66€ c'est 12% du montant global, c'est énorme ! avec 1 enfant : 826 - 130€ = 696€ max/mois, - 15,7% avec 2 enfants : 991 - 163€ = 828€ max/mois, -16,4%."

Unité de consommation - insee.fr

Définition

Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC).

Pour comparer le niveau de vie des ménages, on ne peut s'en tenir à la consommation par personne. En effet, les besoins d'un ménage ne s'accroissent pas en stricte proportion de sa taille. Lorsque plusieurs personnes vivent ensemble, il n'est pas nécessaire de multiplier tous les biens de consommation (en particulier, les biens de consommation durables) par le nombre de personnes pour garder le même niveau de vie.

Aussi, pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante :

1 UC pour le premier adulte du ménage ;
0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans. insee.fr

Etes-vous riches ? Calculez votre niveau de vie - nouvelobs.com 05 avril 2011

Savez vous si vous êtes aisés ? Ou pauvre ? Pour le savoir voici la recette. 1. Calculez vos unités de consommation (A) - 1 UC pour le premier adulte du ménage ; - 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; - 0,3 UC pour les...

1. Calculez vos unités de consommation (A)

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

Exemple : un couple, un ado, un gamin = 2,3 unités de consommation

2. Calculez votre revenu disponible annuel (B)

Ajoutez les salaires de l'ensemble de votre ménage, ainsi que les autres rentrées d'argent : revenus du patrimoine, transferts en provenance d'autres ménages, prestations sociales.

Pour une évaluation à la louche vous devez donc multiplier vos salaires nets mensuels par 12 (ou 13 si vous avez un 13e mois).

Retranchez les impôts directs (impôt sur le revenu, taxe d'habitation).

3. Divisez B par A et trouvez C.

Vous trouverez ainsi le « niveau de vie » individuel des personnes de votre ménage. Donc le vôtre.

Exemple : $50440/2,3 = 21.930$

4. Situez « votre » C le dans le tableau ci dessous (réalisé par l'Insee sur la base de chiffres 2010).

Si votre C est inférieur à 10.430, vous faites partie des 10% les plus modestes.

Si votre C est situé entre 15.180 et 31.860 euros , vous faites partie des classes moyennes.

Si votre C est de 36.270 euros, vous faites partie des 10% les plus riches. nouvelobs.com 05 avril 2011

Non vous ne rêvez pas, avec un revenu net total annuel de 15.180 euros, soit 1.265 euros, une personne seule fait partie des classes moyennes et elle devrait être satisfaite de son « niveau de vie » !

Et ceux qui se situent entre 10.430 et 15.180 euros, ils passent où, à la trappe ? Ils correspondent semble-t-il à ceux que j'ai réintroduit dans leur calcul pour évaluer plus justement le taux de pauvreté en France, qui rejoint ainsi la moyenne de l'UE (25%).

- Corriger les inégalités sans dépenser un "pognon dingue" ? - xerficanal-economie.com 13.06

Qu'entend-on par aides sociales ? Certains prennent l'ensemble prestations sociale, 32 % du PIB en 2016 selon la DREES. C'est clairement une acception trop large, qui inclut les retraites, la santé etc. D'autres restreignent la notion aux minimas sociaux. Soit 26 milliards d'euros, environs dont 44% sont dédiés au RSA, 33% au Handicap, 10% aux chômeurs en fin de droit, et 9% au minimum vieillesse. Et lorsque l'on ajoute là-dessus le projet prêté au gouvernement par le Canard enchaîné, d'une réduction de 7 milliards des aides sociales, il est bien sûr tentant de rapprocher ce montant de celui dont ont bénéficié les plus riches à travers la réforme de l'ISF et de la fiscalité sur les revenus du patrimoine... soit 4,5 milliards. Les démunis, les handicapés, les chômeurs en fin de droit, les retraités les plus pauvres, seraient la variable d'ajustement de la politique en faveur des plus riches.

En fait, le spectre des aides sociales est beaucoup plus large. Il existe un véritable maquis d'aides, au plan local. Au niveau départemental, notamment. A ce niveau, il faut tenir compte, en plus des minimas déjà cités, des aides à la dépendance des personnes âgées (aide à l'accueil, aide à domicile), des aides à l'enfance. La DREES dénombre près de 40 milliards d'aide au plan départemental en 2016. Il y ensuite, tout ce qui concerne l'aide au logement. Lorsque l'on mettait bout à bout, les aides sociales au logement, à l'enfance, à la vieillesse (hors retraites et réversion), au handicap, plus les aides dédiées à l'exclusion sociale, on atteignait 138 milliards en 2015, selon la classification d'Eurostat... soit 6,2% du PIB... c'est beaucoup incontestablement, et pour un gouvernement qui cherche des pistes d'économie, il est clair qu'il y a là un gisement potentiel. A cela près, que ce pognon dingue, ne singularise en rien la France. Les pays du Nord, l'Allemagne ou le RU dépensent plus que nous en la matière. Le capitalisme brutalise les populations précaires, bien au-delà des frontières hexagonales, et l'État, répare la casse un peu partout. xerficanal-economie.com 13.06

Expropriations des assistés !

- L'assistance aux riches : « un pognon de dingue » à plus de 300 milliards par an ? - alternatives-economiques.fr 16.06

L'ensemble des aides sociales, incluant « l'action sociale » (c'est-à-dire le financement de l'activité des agents publics remplissant ces missions) est chiffrée par la DREES à 69 milliards d'euros, chiffre pour 2013. De son côté, Henri Sterdyniak, expert sur ces questions depuis longtemps,

indique un chiffre de 70 milliards. On est à peine au-dessus de 3 % du PIB (2.230 milliards en 2016)

Qu'en est-il de « l'assistance aux riches » ? L'ordre de grandeur est de 300 milliards d'euros par an, 4,3 fois plus que les aides sociales qui nous coûtent paraît-il « un pognon de dingue ». Voici les principaux postes.

Commençons par le plus gros morceau, la fraude et l'évasion fiscale. L'estimation la plus prudente de la seule évasion fiscale se situe entre 60 et 80 milliards par an de pertes pour les recettes publiques. Mais dans un billet de juin 2017 qui s'appuyait sur une expertise de Gérard Gourguechon, je posais la question : « Fraude et évasion fiscale en France : 200 milliards par an ? Voir aussi cet autre billet, qui soulève la question du périmètre de ce qu'on évalue, de ce qu'on retient pour qualifier la fraude et/ou l'évasion : « Évasion fiscale : 11 milliards ou 200 milliards par an de pertes pour les finances publiques en France ? ». Sur cette base, je retiens un ordre de grandeur de 150 milliards de coût annuel de l'évasion et de la fraude fiscales.

Le second poste d'assistance aux riches (et aux grandes entreprises qu'ils détiennent) est constitué des niches fiscales légales et des « niches sociales » (réductions ou exonérations de cotisations sociales). Certaines répondent à d'authentiques objectifs d'intérêt général, comme les réductions d'impôt pour les dons aux associations ou pour des travaux d'isolation. D'autres bénéficient avant tout aux personnes plus riches et ne peuvent pas être considérées comme justes. D'autres vont aux entreprises, comme des crédits d'impôts ou des exonérations de cotisations sociales. A priori, ces dernières ne sont pas destinées « aux riches », elles sont même le plus souvent défendues au nom de l'investissement et/ou de l'emploi, mais quand il est clair qu'elles remplissent très mal cette mission d'intérêt général, alors elles font avant tout grossir les bénéfices non réinvestis et les dividendes et, in fine, c'est bien dans la poche des riches qu'on les retrouve.

On ne connaît pas exactement le montant total actualisé des niches fiscales et « sociales », mais il y a eu dans le passé des études sérieuses, et, depuis, le montant total s'est bien alourdi avec le CICE et le pacte dit de responsabilité de 2014. Voici ce que j'écrivais dans un article de l'Observatoire des inégalités de septembre 2016 (<https://www.inegalites.fr/Quelles-priorites-pour-une-fiscalite-juste>): « Un rapport parlementaire de juin 2010, présenté par Gilles Carrez, alors député UMP, estimait que les « niches » accordées depuis 2000 représentaient pour le budget de l'État un manque à gagner annuel supérieur à 100 milliards d'euros à la fin de cette décennie ! On devrait en particulier considérer comme une niche notoirement inefficace les 46 milliards annuels de « cadeau sans contrepartie » que représentent le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et le pacte dit de « responsabilité ». Sur cette base, on doit approcher aujourd'hui les 150 milliards d'euros de niches fiscales. Je rejoins ici le chiffre fourni dans le rapport d'audit citoyen sur la dette publique publié en 2014 (<https://www.audit-citoyen.org/wp-content/uploads/2014/05/note-dette.pdf>).

Il faut y ajouter les exonérations de cotisations sociales et autres « niches sociales », pour lesquelles on peut conseiller cet article du Monde : « Les niches sociales, ces autres niches qui coûtent 52 milliards à la "Sécu" » https://abonnes.lemonde.fr/politique/article/2013/09/19/les-niches-sociales-ces-autres-niches-qui-coutent-52-milliards-a-la-secu_3480596_823448.html).

Pour mon évaluation des ordres de grandeur, je conviendrais, ce qui me semble le moins, que seulement la moitié des quelques 200 milliards de niches fiscales et sociales relève de l'intérêt général. Dans le cas du CICE et du pacte de responsabilité, c'est nettement moins de la moitié, voir cet article d'Alternatives économiques : « Pacte de responsabilité, les raisons de l'échec ». Le reste, c'est du cadeau sans contrepartie. J'en suis à environ 250 milliards d'euros annuels « d'assistance aux riches ». Il manque le troisième gros poste, la baisse de la fiscalité sur les revenus et sur le patrimoine des plus riches et des entreprises depuis une trentaine d'années. Je cite à nouveau mon article de l'Observatoire des inégalités : « Le taux marginal d'imposition sur le

revenu (celui qui s'applique à la tranche la plus élevée des revenus) était encore à 65 % en 1986, et le taux d'imposition sur les sociétés à 45 %. Ces dernières années, ils étaient respectivement de 40 % (devenus 45 % depuis 2013) et 33 %. En théorie, car les plus riches et les plus grandes entreprises savent en réduire la portée. Selon le Conseil des prélèvements obligatoires, les entreprises du CAC 40 ne paient plus qu'à un taux d'imposition réel de 8 % alors que les petites entreprises versent 30 %. ». Cette citation ne tient pas compte des « cadeaux Macron » récents d'environ 7 milliards/an concernant la réduction de l'ISF à une peau de chagrin, la suppression de « l'exit tax » et la « flat tax » plafonnée à 30 % sur les revenus du capital. Mais aussi la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés passant de 33 % à 25 % d'ici 2022, soit un manque à gagner de 11 milliards d'euros en 2022 selon Le Figaro (<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/08/30/20002-20170830ARTFIG00113-impot-sur-les-societes-une-baisse-de-11-milliards-d-euros-d-ici-2022.php>).

Je ne suis pas en mesure d'évaluer correctement l'ensemble des cadeaux aux riches que représentent ces allègements de taux depuis 30 ans, mais selon cette étude de l'Institut des politiques publiques (<https://www.ipp.eu/wp-content/uploads/2014/07/n12-notesIPP-juillet2014.pdf>), il est clair que la forte réduction du poids de l'impôt sur le revenu progressif (mais de moins en moins progressif, voir le graphique suivant) au bénéfice de la CSG non progressive a conduit à un transfert massif de plusieurs dizaines de milliards d'euros vers les plus aisés. Par ailleurs, les cadeaux fiscaux aux plus riches ont aussi concerné l'impôt sur les successions et donations : le manque à gagner en recettes publiques de cet impôt est de l'ordre de 7 milliards rien que du fait de diverses réformes introduites depuis 2000 (<http://piketty.pse.ens.fr/files/Memoire2011Goupille.PPD.pdf>).

Il faudrait réaliser un exercice semblable pour l'impôt sur les sociétés (IS), mais beaucoup de données fiables existent dans le rapport d'audit citoyen sur la dette publique (<https://www.audit-citoyen.org/wp-content/uploads/2014/05/note-dette.pdf>). Faute de mieux, j'évalue à 50 milliards d'euros au moins le cadeau fiscal aux riches non pas par rapport à une « fiscalité juste » idéalisée, mais par rapport aux normes, seuils et tranches qui ont existé dans les années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980, pour l'IR et pour l'IS, et par rapport aux normes de 2000 pour l'impôt sur les successions.

J'en suis donc à environ 300 milliards d'euros comme « pognon de dingue » d'aides aux plus riches, en n'ayant pas retenu le haut de la fourchette pour l'évasion et la fraude fiscale ni pour les niches ni pour la remise en cause de la progressivité des impôts.

Emmanuel Macron prétend qu'il n'y a pas d'argent magique, mais c'est tout simplement parce qu'en tant que Président des riches il vise avant tout à accentuer la « redistribution à l'envers » : ponctionner sur les 90 % les moins riches, sur les services publics, sur la protection sociale, pour favoriser encore plus la toute petite minorité qui a ses faveurs et qui lui rend bien. alternatives-economiques.fr 16.06

Un favoritisme fiscal que rien ne justifie - monde-diplomatique.fr février 2018

Le fléau de l'assistanat

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, zones franches, exonération de la taxe foncière, facilités comptables, niches et allègements en tous genres : au fil des décennies, les pouvoirs publics ont taillé un environnement fiscal et réglementaire sur mesure pour le patronat, sans aucune contrepartie. L'État-providence fonctionne donc très bien... pour les entreprises.

par Christian de Brie

Il y a plus de cinquante ans, commentant la réduction de moitié de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, le patron des patrons de l'époque lâchait : « Les carottes n'intéressent pas le patronat. » Depuis, les chefs d'entreprise n'ont cessé d'en croquer par pleins paniers, jusqu'au dernier président du Mouvement des entreprises de France (Medef), M. Pierre Gattaz, fanfaronnant en 2015 qu'en échange de quelques bottes supplémentaires (le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, CICE) on allait créer un million d'emplois. Les carottes ont été livrées. Pas les emplois.

La rhétorique est bien rodée. Un : ne jamais reconnaître avoir bénéficié d'un avantage fiscal, sinon du bout des lèvres et comme une maigre compensation, avant de demander une réduction beaucoup plus importante. Deux : toujours se plaindre des « charges » écrasantes pesant sur les entreprises. Ce discours patronal porte ses fruits : les mesures fiscales favorables s'accumulent... sur le dos de la collectivité.

Seul impôt d'État direct pour les sociétés de capitaux, l'impôt sur les sociétés (IS) est censé taxer annuellement le bénéfice, c'est-à-dire l'enrichissement net d'un exercice sur l'autre, au taux officiel de 33,33 % (1). En réalité, une chimère...

Tout d'abord, les règles ainsi que les pratiques comptables et fiscales permettent aux entreprises de minimiser le bénéfice imposable, qui n'a que de lointains rapports avec les profits réels. Ensuite, les politiques des gouvernements successifs ont accordé aux sociétés des allègements, dispersés dans un grand nombre de niches, censés les inciter à adopter tel ou tel comportement ou à améliorer leur compétitivité. De plus, les entreprises jouent le rôle d'auxiliaires du fisc, en tant que collectrices d'impôts et de cotisations sociales dont elles tirent quelques avantages. Enfin, tandis que les petites et moyennes entreprises (PME) bénéficient d'un taux réduit à 15 %, les pratiques d'optimisation et d'évasion fiscales permettent aux grands groupes de fixer eux-mêmes le montant de l'impôt qu'ils consentent à payer. Le bénéfice fiscal s'établit comme la différence entre les profits réalisés et les charges déductibles. En minimisant plus ou moins légalement le montant des profits déclarés et en gonflant celui des charges, l'entreprise peut ramener l'assiette de l'impôt à la dimension d'une soucoupe. Si on laisse de côté les pratiques frauduleuses de fausses factures et de ventes sans facture, deux postes de charges offrent en particulier de nombreuses possibilités : les provisions et les frais généraux.

Empilement de mesures désordonnées

Les provisions sont l'un des régimes les plus riches de la fiscalité, où l'imagination des pouvoirs publics vient au secours de celle, pourtant fertile, des entreprises. Ouvertes à toutes ou réservées à certaines ou à une poignée de secteurs privilégiés, elles se déclinent sous les formes les plus diverses : provision pour dépréciation, pour hausse des prix, pour fluctuation des cours, pour dépréciation du portefeuille-titres, pour risques afférents à des opérations de crédit, pour litige, pour créance douteuse... Ainsi, lorsque, en 2014, la justice américaine condamne BNP Paribas à une amende de 8,9 milliards de dollars, la banque française provisionne les frais de procès et d'avocats, avant de les « consolider en charges déductibles du bénéfice imposable ». Traduction du jargon comptable : un tiers du montant sera alors payé par la collectivité...

Quant aux frais généraux, il s'agit d'un fourre-tout extensible à volonté. À côté des charges d'exploitation bien réelles, on y trouve des dépenses dont on peut douter qu'elles soient utiles ou nécessaires à la réalisation du bénéfice. C'est le cas, en particulier, des dépenses des dirigeants transformées en charges d'exploitation, puis en éléments du prix de revient, et supportées en fin de parcours par le consommateur : un transfert légal sur les plus faibles des dépenses des plus favorisés.

Car les hauts cadres ont des goûts exigeants : hôtels de luxe, meilleurs restaurants, première classe dans les avions, limousines de fonction, cartes de crédit maison, sièges sociaux opulents, galas et réceptions somptueux, villégiatures de rêve. Séminaires, colloques ou réunions stratégiques ont plus souvent lieu dans des bâtiments historiques rénovés proches de terrains de

golf, voire dans les meilleures stations de sport d'hiver, que dans des banlieues industrielles. L'État prête d'ailleurs son concours en louant les joyaux du patrimoine national pour les réceptions éblouissantes des dirigeants de grandes entreprises : Sainte-Chapelle, château de Versailles, Musée du Louvre... Un exemple parmi tant d'autres : en avril 2017, M. Bernard Arnault, première fortune de France, a reçu à dîner une brochette de deux cents invités de marque dans la prestigieuse salle des États du Louvre, entre La Joconde, de Léonard de Vinci, et Les Noces de Cana, de Véronèse, pour le lancement d'un modèle de sac Louis Vuitton. À la charge de l'entreprise, c'est-à-dire en partie à celle des contribuables.

Inventorier l'ensemble des niches fiscales relève de la gageure. On en compte plusieurs centaines, qui ne bénéficient pas uniquement aux entreprises. Leur coût global s'élève à plusieurs dizaines de milliards d'euros par an, pour une efficacité que la Cour des comptes conteste.

À la multiplication annoncée des zones franches, véritables zones de non-droit fiscal, s'ajoute la concurrence acharnée à laquelle se livrent les collectivités locales pour attirer les investisseurs en soldant leurs impôts. Réduction de la contribution sociale de solidarité des sociétés, la C3S : de 1 milliard d'euros en 2015 et de 2 milliards en 2016 ; exonération partielle ou totale de la taxe foncière ; sans parler des aides, subventions et prêts bonifiés, ou de la mise à disposition à prix cassés de zones industrielles et commerciales tout aménagées.

La fiscalité des entreprises consiste en un empilement désordonné de mesures de circonstance, prises sous la pression du patronat, sans cohérence ni évaluation sérieuse du rapport coût/efficacité. Tout se passe comme si les pouvoirs publics s'étaient résignés à brader au profit du privé leurs moyens d'intervention et leurs obligations d'assurer une équitable répartition des prélèvements fiscaux et parafiscaux. En témoignent les importantes réductions d'impôts consenties aux entreprises qui investissent dans l'humanitaire, le sport ou la culture, et dont les champions du CAC 40 savent si bien profiter pour se donner une image d'acteurs généreux et désintéressés... aux frais des contribuables (2).

De plus en plus coûteux, le crédit d'impôt recherche (CIR), de 5,5 milliards d'euros en 2016, ne donne lieu à aucune vérification sérieuse et régulière. Certains s'en servent pour financer des « recherches » en marketing ou en publicité, ou tout simplement pour alimenter leur stratégie en matière d'évasion fiscale.

Beaucoup plus considérable et dispendieux : le CICE, mesure-phare du « pacte de responsabilité » du précédent quinquennat, entré en vigueur en 2013, dont la facture a explosé. Il est passé de 6,43 milliards d'euros en 2014 à 12,6 milliards en 2016 et à 15,7 milliards en 2017. Un coût exorbitant pour un résultat décevant. Dans son cinquième rapport, en octobre 2017, le comité de suivi estime qu'il aurait permis de sauvegarder ou de créer de trois mille à... cent mille emplois. Autant dire qu'on n'en sait rien, sinon qu'il coûte plusieurs centaines de milliers d'euros par emploi !

Environ 80 % du prélèvement obligatoire global (POG) — en particulier la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les cotisations sociales — est prélevé chaque année par l'entreprise, sur le consommateur et le salarié, pour le compte de l'État, des collectivités locales et des organismes sociaux. Ainsi, les pouvoirs publics sous-traitent au secteur privé l'essentiel des prélèvements, et bientôt davantage encore quand l'impôt sur le revenu sera retenu à la source. Intermédiaire obligée, l'entreprise joue le rôle des fermiers généraux de l'Ancien Régime. Comme eux, privilège de la charge, elle en tire parti : banquier, mais pas philanthrope.

Suppression de la taxe sur les dividendes

Jusqu'à ce qu'elles soient reversées aux destinataires, les sommes collectées demeurent gratuitement à la disposition de l'entreprise. Durant un temps variable, d'un à plusieurs mois

suivant les prélèvements concernés. Portant sur des centaines de milliards d'euros, l'avantage de trésorerie vient gonfler la marge brute (le cash-flow). Pour en optimiser la gestion, on pourra utiliser les cotisations sociales prélevées sur les salaires pour des spéculations boursières.

Sous la Ve République, la politique fiscale a toujours cherché à privilégier la grande entreprise nationale en favorisant les investissements — par des incitations, des déductions, des abattements, des réductions, des régimes spéciaux — et la formation de grands groupes par fusion et absorption, apport partiel d'actifs, constitution de holdings, sociétés mères et filiales. Avant de s'apercevoir que, avec la libre circulation des capitaux, les privilèges fiscaux bénéficiaient aussi aux multinationales susceptibles de prendre le contrôle des groupes français, et exigeant retour sur investissement par compression des coûts, licenciements et délocalisations. Avec l'accord et la complicité du patronat national, qui participe activement à l'optimisation fiscale — la « fraude légale », devenue un des objectifs majeurs de la « bonne gouvernance ». Avec l'aide coûteuse de cabinets d'avocats, de comptables, de fiscalistes, de consultants spécialisés, on construit une structure juridique par un enchevêtrement complexe de holdings, sociétés mères, filiales, sous-filiales et participations croisées permettant de transférer l'essentiel des bénéfices dans les pays à fiscalité réduite et dans les paradis fiscaux. Dans le même temps, des nuées de prédateurs en libre circulation mondiale, fonds vautours et fonds de pension, se ruent sur les entreprises à dépecer, siphonnant la trésorerie, liquidant les actifs, bradant les brevets, avant de prendre la fuite.

En réalité, le rendement net de l'IS, « le plus lourd du monde » selon le patronat, n'atteint pas la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il a fortement baissé au cours des dernières années, alors que les bénéfices des entreprises n'ont cessé de croître. La baisse programmée du taux de l'IS, de 33,33 % à 25 % d'ici à 2022, sans révision de l'assiette, profitera surtout aux grandes entreprises, dont le taux effectif d'imposition est déjà systématiquement inférieur à celui des PME. Il s'agit cependant là de taux assez théoriques : ils peuvent être largement inférieurs, voire nuls pour nombre de multinationales opérant en France. Car les données fournies ne tiennent pas compte des pratiques d'optimisation fiscale et d'ingénierie financière. L'agence France Stratégie a calculé par exemple que le rapport entre impôt et profits (hors États-Unis) dégagait un taux effectif d'imposition de 8,6 % pour Google et de 3,7 % pour Apple.

Dans un environnement prédateur qui ne se soucie guère de l'investissement, mais plutôt de la valeur actionnariale, la réduction de l'IS, la suppression de la taxe sur les dividendes de 3 % instaurée en 2012 (3) et la suppression de la dernière tranche de la taxe sur les salaires permettront de verser davantage de dividendes. En 2016, 45,8 milliards d'euros ont déjà été distribués, soit 57 % des bénéfices. Et ce sans effet notable sur l'emploi et l'investissement, mais avec une hausse des inégalités.

Les allègements fiscaux et parafiscaux annuels n'ont cessé de croître, passant de 11 milliards d'euros en 2014 à 34,5 milliards en 2017. Avec 101 milliards d'euros cumulés en quatre ans, l'assistanat aux entreprises, dont profitent surtout les plus grandes, bat tous les records. Une charge écrasante pour la collectivité. monde-diplomatique.fr février 2018

Ils osent tout. Flagrant délit de fake news de l'AFP.

Propagande de guerre. Quand l'information version Agence Française de Propagande (AFP) tourne à la fable.

Titre - Syrie: l'aviation russe bombarde des zones rebelles dans le sud - AFP, publié le dimanche 24 juin 2018 à 02h47

Grille de lecture.

En fait de rebelles, il s'agissait des barbares du Front al-Nosra issus d'Al-Qaïda.

Nulle part ils ne seront mentionnés comme tels dans cet article par l'AFP et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) qui est une émanation des services de renseignement britannique (MI6) installé à Londres.

Mieux, nulle part non plus il ne sera fait mention que le bombardement de la Russie et de l'armée syrienne sur les positions tenues par le Front al-Nosra était la réponse à l'attaque de 1.000 de ces barbares contre les positions de la 9e division blindée de l'armée syrienne dans les localités de Dama et de Deir-Dama intervenue dans la nuit de vendredi à samedi, soit quelques heures plus tôt.

Pire encore, l'agence de presse russe Sputnik avait fourni ces informations la veille, c'est-à-dire le samedi 23 juin 2018 à 13:23 et mis à jour 14:34 le même jour. Ce qui signifie que l'AFP les a ignorées délibérément pour ensuite broder son récit, qui évidemment correspond à la politique adoptée par Macron et les faucons néolibéraux du Pentagone et de Washington sur la Syrie ou sert leurs intérêts.

Question : Pourquoi l'AFP dénature-elle les faits ?

Pour faire passer la Russie et l'armée syrienne pour l'agresseur, ensuite pour leur imputer d'avoir violé l'engagement pris de ne pas attaquer une zone dite de désescalade. Assad et Poutine n'ont pas de parole, ce sont des voyous, d'horribles dictateurs and so on...

La preuve est ainsi clairement établie que l'AFP prend ouvertement position pour les barbares d'Al-Nosra en déformant, tronquant volontairement les faits.

- AFP 24 juin 2018 - Syrie: l'aviation russe bombarde des zones rebelles dans le sud.

La Russie a bombardé tard samedi des zones contrôlées par les rebelles dans le sud de la Syrie, pour la première fois depuis qu'elle a accepté une trêve dans cette partie du pays il y a près d'un an, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Selon l'OSDH, la Russie a lancé près de 25 frappes sur des villes contrôlées par les rebelles dans l'est de la province de Deraa, dans le sud du pays en guerre.

L'OSDH n'a fourni aucun bilan.

"D'intenses raids aériens russes frappent des villes dans l'est de la province de Deraa pour la première fois depuis que la trêve a été conclue dans le sud de la Syrie l'année dernière", a indiqué Rami Abdel Rahman de l'OSDH.

Les avions utilisés samedi lors de ces raids provenaient de la base Hmeimim, une base permanente de l'armée russe, située dans le nord-ouest de la Syrie, selon l'observatoire.

"Les frappes russes ont débuté vers 22H30 (19H30 GMT) et se sont arrêtées après minuit", a déclaré Ibrahim Mohammad, un chroniqueur indépendant dans les médias de la ville de Basr al-Harir, au nord-est de Deraa.

Il a raconté qu'en entendant les avions, les habitants de la ville et lui-même se sont réfugiés dans les sous-sols et les abris anti-bombardements, avant de décrire le bruit sourd et constant du bombardement durant près de deux heures.

La Russie, les Etats-Unis et la Jordanie avaient accepté en juillet 2017 de respecter une zone de désescalade dans les parties contrôlées par les rebelles dans le sud afin d'y réduire les hostilités.

Depuis lors, les avions russes - qui opèrent en Syrie depuis 2015 - avaient évité de bombarder des positions rebelles dans le sud.

Les raids russes interviennent au moment où, depuis mardi, les troupes de Bachar al-Assad bombardent les zones contrôlées par les rebelles dans l'est de Deraa. Le pilonnage et les combats se concentrent dans une zone à cheval entre cette province et la partie ouest de la province voisine de Soueida.

Depuis mardi, au moins 19 civils ont été tués dans les zones rebelles, selon l'OSDH.

Le régime a perdu huit de ses soldats dans les affrontements samedi avec les rebelles, portant à 13 ses pertes depuis mardi, toujours selon l'OSDH. Plus de 12.000 Syriens ont fui la province de Deraa ces derniers jours.

Selon les Nations unies, ces opérations du régime mettent en danger plus de 750.000 civils dans la région.

Après avoir sécurisé la capitale Damas, l'armée syrienne se concentre sur le sud du pays, où les rebelles contrôlent toujours la majorité des provinces de Deraa et de Soueida.

Cette région stratégique est située non loin du plateau du Golan syrien, dont une large partie est occupée par Israël depuis 1967. AFP 24 juin 2018

- fr.sputniknews.com 23.06 - Plus de 1.000 terroristes d'al-Nosra attaquent l'armée syrienne, 5 morts et 19 blessés

Des terroristes du Front al-Nosra* ont attaqué l'armée gouvernementale syrienne dans la nuit de vendredi à samedi, dans la zone de désescalade sud, a annoncé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit. Les combats ont fait au moins 5 morts et 19 blessés, des civils ont été également touchés.

Dans la nuit du 22 au 23 juin, le Front al-Nosra* est passé à l'attaque contre des positions des troupes gouvernementales dans la zone de désescalade sud, faisant des morts et des blessés, a signalé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie.

«Dans le nord-est de la zone de désescalade sud, plus de 1.000 djihadistes du Front al-Nosra* ont attaqué les positions de la 9e division blindée de l'armée syrienne dans les localités de Dama et de Deir-Dama», a indiqué samedi le centre dans un communiqué.

«On compte dans les rangs des troupes gouvernementales cinq morts et 19 blessés. En outre, les frappes des terroristes ont touché des civils habitant ces localités», est-il précisé.

Des commandants d'unités locales de l'Armée syrienne libre, dont un premier grand groupe venait de rallier les forces syriennes, ont demandé à ces dernières, par l'intermédiaire du Centre russe, de les aider à repousser l'assaut du Front al-Nosra*.

Dans certaines directions, l'armée gouvernementale syrienne et les combattants de l'ASL ont réussi à arrêter la progression de l'ennemi et mènent actuellement des combats à Dama et Deir-Dama. Des mesures de protection de la population civile ont été prises.

Précédemment, le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit a affirmé que la première unité importante de l'Armée syrienne libre, Tadjamaou al-Wiat al-Oumari, s'était rangée du côté du gouvernement de Bachar el-Assad. Le chef de l'unité a promis que ses militaires allaient désormais lutter contre les djihadistes du Front al-Nosra* et Daech* dans le sud de la Syrie. fr.sputniknews.com 23.06.2018 à 13:23

*Organisations terroristes interdites en Russie.

Rappel d'une fake news monumentale.

Le 27 août 1992, Michel Rocard (PS) (Ouest-France) : «La monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité.»

En 1996, Jacques Attali (PS) : «Lorsque [le Traité de Maastricht] sera appliqué, il est évident qu'il y aura une très forte croissance qui en découlera car nous aurons un grand espace économique avec une monnaie unique.» (Source : 12 pays européens s'opposent à un futur budget de la zone euro - francais.rt 23 juin 2018)

L'art de la désinformation préventive. Quand les médias avaient adopté la propagande de l'Otan contre Erdogan.

- Turquie: Erdogan célèbre sa réélection à la présidence AFP, publié le lundi 25 juin 2018 à 04h11

D'après l'agence de presse étatique Anadolu, M. Erdogan est arrivé en tête de la présidentielle avec un score de 52,5% après dépouillement de plus de 99% des urnes, et l'alliance dominée par l'AKP menait avec 53,61% dans le volet législatif du scrutin.

Son principal concurrent, le social-démocrate Muharrem Ince, arrive en deuxième position de la présidentielle avec 30,7%, et l'alliance anti-Erdogan formée par plusieurs partis d'opposition pour le volet législatif du scrutin récolte 34%, d'après les résultats partiels publiés par Anadolu. AFP 25 juin 2018

LVOG - "D'après l'agence de presse étatique", donc de l'affreux dictateur Erdogan, pour l'occasion seulement car le reste du temps l'AFP a couvert tous ses crimes ou coups tordus, l'AFP ne peut s'empêcher d'exprimer son désarroi ou sa déception de voir Erdogan réélu dès le premier tour...

Vous pouvez observer que même dans les plus petits détails de la rhétorique il faut que l'AFP glisse sa propagande malsaine. Quelle saloperie !

Voilà comment les médias ont couvert la campagne électorale turque à charge contre Erdogan ou en dénaturant la situation. Révélateur.

- Turquie : un scrutin indécis - franceinfo - Il y a 5h
- Turquie : l'heure de vérité - franceinfo - Il y a 5h
- Élections en Turquie : l'heure de vérité pour Erdogan - franceinfo - Hier à 00h33
- Turquie: le pays vote, Erdogan en danger - La Tribune - Hier à 10h16
- Élections en Turquie : une chance pour l'opposition ? - franceinfo - Hier à 11h29
- Élections en Turquie : "Le profil des candidats de l'opposition a changé la donne" - franceinfo - Hier à 14h23
- Élections en Turquie : "C'est le scrutin de tous les dangers pour Erdogan" - franceinfo - Hier à 15h23
- Turquie : l'opposition dénonce des tentatives de fraude électorale - Orange avec AFP - Hier à 16h46

- Suspense et nervosité en Turquie pour un scrutin très ouvert - Libération - Hier à 16h49
- Élections turques : un premier tour indécis - franceinfo - Hier à 17h29
- Elections en Turquie : le vote kurde menace Erdogan - leparisien.fr - Hier à 21h31
- Turquie : Recep Tayyip Erdogan va-t-il être renversé ? - LEPOINT - 23 juin 2018 à 18h16
- Turquie : l'opposition qui défie Erdogan - franceinfo - 23 juin 2018 à 23h43

Que se passe-t-il au Nicaragua ? Coup d'Etat fomenté par le patronat et le FMI, soutenu par Amnesty International et les puissances occidentales.

- Lettre ouverte à Amnesty International de la part d'un ancien prisonnier de conscience - investigaction.net 18 Juin 2018

Extrait.

A l'origine, les réformes de la sécurité sociale n'avaient pas été proposées par le gouvernement sandiniste, mais par le Fonds Monétaire International (FMI), et étaient soutenues par un groupe d'affaires influent, appelé COSEP. Elles visaient à relever l'âge de la retraite de 60 à 65 ans et à doubler le nombre de points nécessaires pour bénéficier d'une sécurité sociale à taux plein de 750 à 1500. Parmi les retraités impactés (à peu près 53000) figuraient les familles des combattants qui avaient péri dans le conflit armé des années 1980, à la fois de l'armée sandiniste et des « Contras », l'armée mercenaire financée par les Etats-Unis, à l'époque où la NED fut créée, entre autres, pour arrêter la propagation du Sandinisme en Amérique Latine.

Le gouvernement nicaraguayen s'opposa aux réformes du FMI en rejetant l'exclusion de retraités, proposant à la place de réduire de 5% l'ensemble des pensions, une augmentation de toutes les cotisations au système de sécurité sociale, ainsi qu'une réforme fiscale qui supprimerait le plafonnement qui protégeait les plus gros salaires du Nicaragua d'une plus forte imposition. Les milieux d'affaires furent furieux et, avec des ONG, organisèrent les premières manifestations, prétextant les réformes de la même façon manipulatrice que le rapport d'Amnesty International : « ...la réforme augmenta les cotisations à la sécurité sociale à la fois des employeurs et des employés, et imposa une cotisation supplémentaire de 5% aux retraités. » investigaction.net 18 Juin 2018

L'Otan se dote d'un nouveau tribunal de guerre.

- **Armes chimiques: discussions au sommet pour renforcer les pouvoirs de l'OIAC - AFP 24 juin 2018**

Grille de lecture.

Quand les faucons du Pentagone (Otan) ou les va-t-en-guerre néolibéraux désignent les auteurs d'une attaque chimique réelle ou imaginée avant même toute enquête, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a le devoir de ne pas les contredire, un point c'est tout.

AFP - Les puissances mondiales ont l'occasion lors de discussions à La Haye à partir de mardi de faire un pas historique en donnant aux experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) le pouvoir de déterminer les responsables de telles attaques.

Malgré l'horreur généralisée que suscitent les images d'enfants contaminés par des armes chimiques, la communauté internationale n'a pas réussi jusqu'à présent à prendre des mesures punitives contre les responsables présumés dans un contexte de confrontation amère entre la Russie et les pays occidentaux. (Vous avez bien lu, l'AFP demande que des "mesures punitives (soient prises) contre les responsables présumés", donc sans preuves, la présomption de culpabilité établie par Washington fera l'affaire. Cela a le mérite d'être clair. - LVOG)

Après l'empoisonnement en mars par un agent innervant de l'ex-espion russe Sergueï Skripal et de sa fille à Salisbury (sud-ouest de l'Angleterre) - la première attaque chimique depuis des décennies sur le sol européen - le Royaume-Uni, qui a attribué cette action à la Russie, a appelé au renforcement du pouvoir de l'OIAC.

Soutenue par 11 alliés, Londres a convoqué une rare session spéciale à l'OIAC au cours de laquelle elle cherchera à donner aux experts de l'organe le pouvoir de nommer les responsables de toute utilisation future d'armes chimiques. (Sauf que voilà, comme toutes les armées impérialistes produisent les mêmes armes chimiques, biologiques, nucléaires, etc. n'importe laquelle peut les utiliser sans qu'on le sache forcément ou sans qu'on sache qui les a utilisées en cas de confrontation inter-impérialiste, sauf en cas de flagrant délit, et encore, elles le démentiront et les médias couvriront leur mensonge... Il en va de même des armes conventionnelles. - LVOG)

Lors de la réunion, le Royaume-Uni soumettra aux délégations des Etats membres une proposition pour que l'OIAC "commence à attribuer la responsabilité des attaques d'armes chimiques en Syrie", a déclaré sur son compte Twitter le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson.

"Avec son expertise technique avérée en matière d'armes chimiques, l'OIAC est le bon organe pour étudier qui est derrière une attaque", a-t-il ajouté.

Quelque 96% des stocks d'armes toxiques déclarés dans le monde ont été éliminés sous la surveillance de l'organisation lauréate du prix Nobel de la paix. Le reste est toujours détenu par les États-Unis et doit être détruit d'ici 2023.

"Ce n'est pas le même problème des armes chimiques que nous avons affronté pendant la Guerre froide par exemple", a déclaré le diplomate français Nicolas Roche à un think tank de Washington, le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS).

"Il s'agit vraiment d'une utilisation presque quotidienne de ces armes dans un théâtre d'opérations à des fins tactiques et militaires", a-t-il affirmé. (Affirmation gratuite et sans preuve de l'ordre de la désinformation et de la propagande. - LVOG)

Au milieu de fortes divergences politiques entre la Russie et l'Occident sur la guerre en Syrie, les pourparlers à La Haye pourraient prendre les traits d'une confrontation tendue.

Le premier jour de la session spéciale est ouvert aux médias avant que les représentants des 193 pays membres de l'OIAC ne se réunissent à huis clos mercredi pour voter sur le projet britannique, qui devra pour être approuvé obtenir une majorité des deux tiers des votants.

Initialement prévue sur deux jours, la réunion pourrait s'étendre jusqu'à jeudi.

"Nous sommes à la croisée des chemins", a déclaré le directeur de l'OIAC, Ahmet Uzumcu, lors d'un séminaire du CSIS cette semaine.

Les récentes attaques chimiques présumées sont un "réveil brutal", a-t-il poursuivi, ajoutant que la situation actuelle n'était pas "tenable" en l'absence d'un mécanisme d'identification des responsabilités, une "lacune majeure".

Mais la Russie, principal allié du régime syrien et accusée par Londres d'être responsable de l'empoisonnement de Sergueï Skripal et de sa fille, a déjà critiqué la teneur des pourparlers.

"Les initiateurs font peu pour dissimuler le fait qu'ils prévoient de s'en servir pour attiser l'hystérie anti-syrienne et anti-russe", a déclaré sur son compte Twitter l'ambassade de Russie à La Haye, où se situe le siège de l'OIAC.

Avant l'expiration de son mandat en décembre, la mission d'enquête commune ONU-OIAC, le Joint Investigative Mechanism (JIM), avait déterminé que le régime syrien avait utilisé du chlore ou du gaz sarin au moins quatre fois contre sa propre population et que le groupe État islamique avait utilisé du gaz moutarde en 2015. Moscou a exercé son pouvoir de veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin au mandat du JIM. (Contrevérité, le chlore ne fait pas partie des armes chimiques, et pure invention car aucun rapport n'a attribué à la Syrie l'usage du gaz sarin. - LVOG)

L'OIAC devrait également dévoiler prochainement les résultats de son enquête sur l'attaque présumée au sarin et au chlore du 7 avril à Douma, près de Damas. (Alors qu'il s'agit de gaz qui se dissolvent dans l'air, un mois plus tard l'OIAC était encore en train d'en chercher les traces à Douma ! Cela se passe de commentaire. - LVOG)

Techniquement, l'OIAC est capable d'identifier les responsables d'une attaque à l'arme chimique, a indiqué M. Uzumcu, mettant la communauté internationale en garde contre l'inaction: "Une culture de l'impunité ne peut pas se développer autour de l'utilisation d'armes chimiques". AFP 24 juin 2018 (Affabulation, l'OIAC a les moyens d'identifier la nature des matériaux entrant dans la composition d'une arme utilisée, mais pas son origine puisqu'ils peuvent être produits par de nombreux pays. - LVOG)

- Armes chimiques: la Russie s'attend à de nouvelles accusations de l'OIAC contre Damas - AFP 22 juin 2018

La Russie a accusé vendredi l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), qui cherche à renforcer ses pouvoirs, de préparer un rapport "rempli de fausses preuves" accusant Damas de recours aux armes chimiques dans la Ghouta orientale en Syrie.

L'OIAC a annoncé en mai avoir fini de prélever des échantillons dans la ville syrienne de Douma, théâtre le 7 avril d'une attaque chimique présumée, et les conclusions de ses experts pourraient être rendues publiques prochainement, selon le directeur général de l'Organisation, Ahmet Üzümcü.

Cette attaque présumée, qui a fait au moins 40 morts, selon des secouristes, a été imputée par les Occidentaux au régime de Bachar al-Assad et a déclenché des frappes de Washington, Paris et Londres contre des installations du pouvoir syrien. Pour leur part, Moscou et Damas ont dénoncé une "mise en scène".

"Il est évident qu'un nouveau rapport accusateur, rempli de fausses preuves, est en train d'être préparé", a affirmé vendredi un haut responsable de l'armée russe, le général Igor Kirillov, lors d'une conférence de presse.

"La mission spéciale de l'OIAC mène son enquête comme elle l'entend", a assuré le général Kirillov, en estimant que cette enquête n'avait "rien à voir ni avec l'objectivité, ni avec l'impartialité".

Cette déclaration intervient alors qu'une réunion spéciale de l'OIAC est prévue les 26 et 27 juin à La Haye, suite à la demande de Londres visant à renforcer les pouvoirs de l'institution.

La décision de donner aux experts de l'OIAC le pouvoir de nommer les responsables de toute utilisation future d'armes chimiques devrait notamment figurer à l'ordre du jour de la réunion.

A la mi-juin, l'OIAC a annoncé que du sarin et du chlore avaient été "très probablement" utilisés dans deux attaques dans le sud de la Syrie en mars 2017.

Aux yeux du général Kirillov, ces annonces "douteuses" visent à "renforcer l'argumentation tirée par les cheveux" des experts de l'OIAC avant la présentation du rapport sur l'attaque présumée à Douma.

Pour sa part, la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a affirmé que des équipements servant à la fabrication des armes chimiques découvertes à Douma, dans l'ex-enclave rebelle de Ghouta orientale reprise par le régime syrien, avaient été fabriqués en Europe de l'Ouest.

"Cet équipement est venu aux mains de terroristes et combattants en provenance de l'Europe de l'Ouest", a-t-elle assuré, lors du briefing.

Fin avril, la Russie avait déjà affirmé avoir trouvé des cylindres contenant du chlore en provenance d'Allemagne et des "fumigènes" britanniques dans la Ghouta orientale.

Jeudi, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a par ailleurs critiqué l'enquête de l'ONU accusant le régime syrien, dont Moscou est le principal allié, de "crimes contre l'humanité" pendant le siège de la Ghouta orientale.

La commission d'enquête de l'ONU "n'est pas allée sur place", a dénoncé M. Lavrov.

"Nous sommes en principe très sceptiques quant aux méthodes de ce type de travail, qu'il porte sur des crimes de guerre ou sur l'utilisation des armes chimiques", a déclaré M. Lavrov. AFP 22 juin 2018

A lire.

« Armes chimiques » en Syrie et OIAC : à propos d'une récente déclaration conjointe, par Nicolas Boeglin -

<http://www.voltairenet.org/article200973.html>

[Manipulation des masses et fabrication du consentement. C'était semble-t-il un peu trop gros !](#)

Grille de lecture.

L'AFP est aux ordres, partant de là cette agence de presse d'Etat ne peut pas produire d'informations contraires à la politique de l'Elysée. Il faut donc en déduire que cette opération médiatique a fait l'objet d'une fuite ou révélation au plus haut niveau pour qu'elle soit dévoilée au grand jour, notamment du ministère des Affaires étrangères du Honduras allié des Etats-Unis.

Mais pourquoi cet article ? Mais parce que le mal est fait si on peut dire, donc cela ne coûte rien à l'AFP de le dénoncer après coup. Un coup de pub ou de com pour son image. L'essentiel c'est que le Times ait maintenu sa couverture, et que les photos détournées continuent de circuler ainsi que les fausses infos.

- Les fausses images d'enfants séparés de leurs parents à la frontière USA-Mexique - AFP 23 juin 2018

De nombreuses photos et vidéos circulent sur internet depuis que Donald Trump a mis en place sa politique de tolérance zéro face à l'immigration illégale, ce qui a mené plus de 2.300 enfants à être séparés de leurs parents à la frontière entre Etats-Unis et Mexique.

Mais beaucoup d'entre elles ne correspondent pas à la réalité.

Que vérifie-t-on et que sait-on?

Au moins trois images, largement partagées sur les réseaux sociaux ces derniers jours, illustrent des situations qui ne sont pas celles vécues par les 2.342 enfants détenus en raison de leur statut migratoire irrégulier.

La première montre une fillette hondurienne, Yanela Varela, en larmes. Elle est vite devenue sur Twitter ou Facebook un symbole de la douleur provoquée par la séparation des familles.

Cette image a même contribué à déclencher des donations d'un total de plus de 18 millions de dollars à une association texane d'aide aux migrants appelée RAICES.

La photo a été prise le 12 juin dans la ville de McAllen, au Texas, par John Moore, un photographe qui a obtenu le prix Pulitzer et travaille pour l'agence Getty Images.

Time Magazine en a fait sa Une, mettant face à face, dans un photomontage sur fond rouge, la petite fille apeurée et un Donald Trump faisant presque trois fois sa taille et la toisant avec cette simple légende: "Bienvenue en Amérique".

Un article en ligne publié par Time et portant sur cette photo affirmait initialement que la petite fille avait été séparée de sa mère. Mais l'article a ensuite été corrigé, la nouvelle version déclarant: "La petite fille n'a pas été emmenée en larmes par des agents de la police frontalière des Etats-Unis, sa mère est venue la chercher et elles ont été emmenées ensemble".

Time a néanmoins utilisé la photo de la fillette pour sa spectaculaire couverture.

Mais au Honduras, la responsable de la Direction de protection des migrants au ministère des Affaires étrangères, Lisa Medrano, a donné à l'AFP une toute autre version: "La fillette, qui va avoir deux ans, n'a pas été séparée" de ses parents.

Le père de l'enfant, Denis Varela, a confirmé au Washington Post que sa femme Sandra Sanchez, 32 ans, n'avait pas été séparée de Yanela et que les deux étaient actuellement retenues dans un centre pour migrants de McAllen (Texas).

Attaqué pour sa couverture, qui a été largement jugée trompeuse, y compris par la Maison Blanche, Time a déclaré qu'il maintenait sa décision de la publier.

"La photographie du 12 juin de la petite Hondurienne de 2 ans est devenue le symbole le plus visible du débat sur l'immigration actuellement en cours aux Etats-Unis et il y a une raison pour cela", a affirmé dans un communiqué aux médias américains le rédacteur en chef de Time, Edward Felsenthal.

"Dans le cadre de la politique appliquée par l'administration, avant son revirement de cette semaine, ceux qui traversaient la frontière illégalement étaient l'objet de poursuites criminelles, qui entraînaient à leur tour la séparation des enfants et des parents. Notre couverture et notre reportage saisissent les enjeux de ce moment", argumente M. Felsenthal dans son communiqué.

Un autre cliché montre une vingtaine d'enfants derrière une grille, certains d'entre eux tentant d'y grimper. Il circule depuis des jours comme une supposée photo de centres de détention pour mineurs à la frontière mexicaine.

Mais son auteur, Abed Al Ashlamoun, photographe de l'agence EPA, a pris cette image en août 2010 et elle représente des enfants palestiniens attendant la distribution de nourriture pendant le ramadan à Hébron, en Cisjordanie.

Enfin, une troisième image est celle d'un enfant en train de pleurer dans ce qui semble être une cage, et qui remporte un grand succès sur Twitter, où elle a été partagée au moins 25.000 fois sur le compte @joseiswriting.

Encore une fois, il s'agit d'un trompe-l'oeil: il s'agit d'un extrait d'une photo qui mettait en scène des arrestations d'enfants lors d'une manifestation contre la politique migratoire américaine et publiée le 11 juin dernier sur le compte Facebook Brown Berets de Cemanahuac.

Que peut-on conclure?

Les trois photographies mentionnées et amplement partagées sur internet ont été sorties de leur contexte et détournées, et ne peuvent servir de preuves des conditions de vie dans les centres de détention de mineurs clandestins. AFP 23 juin 2018

Cette opération a pour origine le clan de l'oligarchie financière associée aux faucons du Pentagone à laquelle participe l'Otan depuis le début puisque partie de Turquie et d'Allemagne, les deux liés intimement à la confrérie des Frères musulmans.

Sachant que l'immigration était un thème de prédilection de ce qu'ils appelaient la gauche et l'extrême gauche, il était à prévoir qu'elles allaient marcher à fond dans cette provocation, tout en se divisant, car certains refuseraient de cautionner cette opération infâme montée de toutes pièces, je parle ici pour moi notamment, puisque à ma connaissance l'ensemble du mouvement ouvrier a décidé de participer à cette instrumentalisation et d'en ignorer les auteurs ainsi que leurs objectifs politiques.

C'était un peu comme si les portes d'une prison s'étaient ouvertes soudainement sans que personne ne sache qui détenait les clés, qui les avait ouvertes et sans que personne ne cherche non plus à savoir pourquoi, étonnant, non ? Comme quoi c'est relativement un jeu d'enfant de manipuler ou instrumentaliser des gens (militants) qui prétendent avoir atteint un certain niveau de conscience, et qui en réalité confondent connaissance et dogmatisme.

Les auteurs de cette opération savaient qu'elle déchirerait également la droite traditionnellement opposée à toute immigration, et qu'elle n'aurait pas d'autres choix que d'adopter la rhétorique de l'extrême droite, tout en sachant que parmi la droite certains s'y opposeraient tout du moins en parole.

On est donc en présence d'une machination consistant à semer le chaos à droite et à gauche, de sorte que le représentant centriste du clan de l'oligarchie le plus réactionnaire, Macron, puisse gouverner ou appliquer tranquillement sa politique, une fois débarrassé de tout concurrent ou de toute opposition qui pourrait menacer son pouvoir dès lors absolu.

Tous les thèmes (le racisme et plus particulièrement l'antisémitisme, l'homophobie, la misogynie, la légalisation de la drogue, etc.) qu'ils ont mis en avant depuis maintenant 40 ans basés sur les préjugés profondément ancrés dans la société et destinés à les choquer, frénétiquement depuis le passage de Hollande à l'Élysée, n'ont été entre leurs mains qu'une tactique ou des instruments

destinés à servir la stratégie politique de l'oligarchie qui vise à instaurer un ordre mondial totalitaire.

Il est extraordinaire de constater que la soi-disant gauche et extrême gauche ont participé à des opérations politiques initiées par l'oligarchie elle-même avec le soutien en premier lieu de monarchies européennes. S'il fallait des faits ou des preuves matérielles pour démontrer à quel point elles étaient décomposées, on n'a plus que l'embarras du choix.

Effectivement on peut dire que cela a fonctionné à merveille, peut-être même au-delà de leurs attentes, mais c'est une autre histoire, puisqu'ils sont parvenus à disloquer la gauche et la droite et à s'emparer de tous les pouvoirs, y compris l'Etat.

Ils ont davantage brisé l'illusion qu'il existait un clivage entre la gauche et la droite, que ce clivage lui-même basé sur les rapports établis entre les classes qui n'ont pas été entamés, ce qui leur offre un certain répit pendant lequel Macron s'emploie hystériquement à faire passer son programme ultra réactionnaire.

Cela a également permis de mettre en lumière que la caractérisation de gauche était surfaite ou usurpée, pour ainsi dire sans fondement, ou plutôt qu'elle partageait les mêmes fondements que la droite, ce qui pourrait conduire ceux qui s'en réclament d'en chercher la réelle signification, de classe cette fois. C'est tout le bien qu'on peut se souhaiter en attendant des jours meilleurs.

En complément

- Sanctionner les pays anti-migrants : la proposition de Macron - leparisien.fr - 23.06

Leur vieux monde en perdition.

- Contrôle de l'information en Russie : la Coupe du monde est "un décor Potemkine" pour "éviter de voir la réalité" - franceinfo 23.06

"Il y a une mainmise presque totale du Kremlin sur l'information", a dénoncé Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières... franceinfo 23.06

Aux Etats-Unis le "presque" est de trop.

- Nicaragua: nouvelles attaques des forces de l'ordre, 8 morts dont un enfant - AFP 24.06

Au moins huit personnes, dont un enfant de 15 mois, ont été tuées dans des opérations samedi des forces de l'ordre et des groupes paramilitaires...AFP 24.06

Pas un mot sur les milices patronales et d'extrêmes droites à la solde de Washington à l'oeuvre pour renverser le régime en place...

- L'ONG allemande Lifeline à Salvini: "Ce sont des humains que nous sauvons" - AFP - 24.06

Tandis que le sort des millions de travailleurs allemands pauvres les laisse indifférent... Leur humanisme est bien la politesse ou la bonne conscience des salauds...

- Dans le sud syrien, la misère des déplacés fuyant la menace d'une offensive - AFP 24.06

Vaut mieux qu'ils restent sous la coupe des barbares d'Al-Nosra...

- Espagne : la colère monte après la remise en liberté de "La Meute" - franceinfo 23.06

Voilà une prise de conscience très sélective qui participe au chaos général relayée par les médias...

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Algérie

- La Banque d'Algérie a déclaré avoir fait fonctionner jusqu'en mars dernier la planche à billets pour créer 3.585 milliards de dinars de monnaie, soit environ 26 milliards d'euros - sputniknews.com 23.06

La Banque d'Algérie a déclaré avoir fait fonctionner jusqu'en mars dernier la planche à billets pour créer 3.585 milliards de dinars de monnaie, soit environ 26 milliards d'euros. Dans un rapport cité par le Journal officiel, elle a précisé que cette émission s'inscrivait dans le cadre d'un plan quinquennal approuvé par les parlementaires.

Jusqu'au 31 mars dernier, la Banque d'Algérie a procédé à l'émission de billets. Elle a confirmé dans son rapport mensuel, cité par le Journal officiel, qu'elle avait émis avant la fin du mois de mars 2018 un total de 3.585 milliards de dinars, soit près de 26 milliards d'euros. Cette émission s'inscrit dans le cadre d'un plan quinquennal de recours à la planche à billets qui a été approuvé par les parlementaires en septembre dernier afin de financer la dette publique, d'éviter une cessation du versement des salaires et pensions aux fonctionnaires et retraités et de relancer les projets à court de financement.

En effet, les besoins du Trésor public algérien en financement sont très lourds cette année. Selon le ministre algérien des Finances, Abderrahmane Raouya, si l'année dernière ils s'étaient chiffrés à 570 milliards de dinars (environ 4,1 milliards d'euros), ces besoins ont triplé cette année pour atteindre un équivalent de 13,2 milliards d'euros et doivent constituer l'année prochaine 580 milliards de dinars, soit quelque 4,2 milliards d'euros.

Ce plan était conforme aux orientations souhaitées par le Président Abdelaziz Bouteflika qui n'envisageait pas pour son pays l'option de recourir à l'endettement extérieur pour financer la commande publique et permettre une relance de la croissance économique. Toutefois, il s'est retrouvé sous le feu des critiques du Fonds monétaire international (FMI) et de l'opposition.

Ainsi, le FMI, qui avait affirmé dans un rapport que l'Algérie devait saisir les opportunités qui se présentaient à elle pour «atteindre le double objectif de stabilisation macroéconomique et de promotion d'une croissance durable», estime que ces mesures risquent d'aggraver les déséquilibres, d'accentuer les tensions inflationnistes et d'accélérer la perte de réserves de changes, ce qui créera un environnement économique qui ne sera propice ni aux réformes, ni au développement du secteur privé.

Pour l'opposition, un tel financement non conventionnel conduira à une flambée de l'inflation, à la baisse du pouvoir d'achat et à la chute du cours du dinar algérien. sputniknews.com 23.06

Vite il faut renverser Bouteflika, dixit le FMI...